



## Déclaration commune SNETAP SRT CGT :

Tout d'abord, nous nous étonnons de l'absence de documents de préparation à ce comité notamment le procès-verbal de la dernière réunion (16 novembre 2021).

Les élu.e.s SNETAP, SRT et CGT s'interrogent aussi sur les moyens promis pour l'ouverture des 3ème et 4ème de l'enseignement agricole. Il semble que l'urgence à présenter des demandes d'ouverture de classe sans compensation et avec des moyens de la DGER ne se transforme en ouvertures conditionnées à des fermetures de classe ou de section. Nous sommes donc très loin des déclarations de la DRAAF-SRFD lors du précédent CT.

Les AESH sont aussi à l'ordre du jour de ce CT, il est nécessaire que ces personnels, acteurs de l'inclusion dans l'EAP, soient dignement traités. Et qu'en région ces derniers bénéficient de toutes les avancées sociales, bien qu'encore insuffisantes, obtenues au niveau national.

Enfin, l'actualité récente du CFA R nous amène, aussi, à nous interroger sur votre volonté d'au moins contrôler la légalité du travail effectué sur les protocoles des différents UFA et CFPPA. La différence de situation entre les établissements ne peut justifier de s'asseoir sur la représentation des personnels et sur les textes légaux pour établir des protocoles locaux s'affranchissant de toutes contraintes.

La transparence n'est pas de mettre les partenaires sociaux devant le fait accompli ou d'organiser des réunions de « concertation » ou de présentation des décisions sans prise en compte des remarques. Ce n'est pas notre conception du dialogue social.

Les élu.e.s SNETAP, SRT et CGT au CTREA des Hauts de France.